

DEPARTEMENT
DE
MEURTHE-ET-
MOSELLE

Commune d ' A T T O N

PROCES-VERBAL
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 26 août 2025
à 20 heures 00

NOMBRE

Conseillers en exercice 15
Présents : 11
Votants : 15

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-six août, le Conseil Municipal de la commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Marlène CURINA-PRILLIEUX, Maire.

Etaient présents : Mmes Pascale FABBRI, Elodie DORGET, Edith MARCHAL, Catherine PELLENZ et Michèle PETITJEAN, et Mrs Alain PARMENTELAT, Marcel PINTO, Frédéric RICHARD-MAUPILLIER, Sébastien BOYER et José PETTA

Etaient excusés : Mmes Nathalie PAUCET, Bernadette LEJEAU, Mickaëlle HOUEIX et Mr Ludovic BOFFIN

Procurations : Mme Nathalie PAUCET à Sébastien BOYER, Mickaëlle HOUEIX à Elodie DORGET, Bernadette LEJEAU à Edith MARCHAL et Ludovic BOFFIN à Marlène CURINA-PRILLIEUX

<p><i>Date de convocation : 21/08/2025 Date d'affichage et de transmission à la Préfecture : 27 août 2025</i></p>

OBJET N°02 : AUTRES DOMAINES DE COMPETENCE – AUTRES DOMAINES DE COMPETENCES DES COMMUNES

Approbation du transfert de la compétence « Assainissement » à la Communauté de communes du Bassin de Pont-à-Mousson

Un scrutin a eu lieu, Elodie DORGET a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

Madame le Maire expose ce qui suit :

La loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 a modifié le cadre légal du transfert des compétences « eau » et « assainissement », le rendant désormais optionnel pour les communautés de communes.

Dans ce contexte, la CCBPAM souhaite engager une procédure de modification de ses statuts, conformément aux articles L.5211-17 et L.5211-17-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), avec l'appui de la Préfecture.

L'objectif est de mutualiser à l'échelle intercommunale les compétences « assainissement » à compter du 1er janvier 2027, sous réserve de la validation préfectorale des modifications statutaires.

La procédure exige :

1. La définition précise du périmètre de transfert par le Conseil Communautaire, préalable à toute modification statutaire.
2. Une délibération communale avant le 15 septembre 2025, précisant l'étendue du transfert (total ou partiel).
3. Une délibération communautaire le 25 septembre 2025, actant les modifications statutaires.
4. Une validation par les communes dans un délai de trois mois post-délibération communautaire, selon les règles de majorité qualifiée (cf. CGCT).

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

Article 1 – Approuve le transfert à la CCBPAM de la compétence « assainissement » à compter du 1er janvier 2027, sous réserve de l'arrêté préfectoral validant les modifications statutaires.

Article 2 – Autorise Madame le Maire à prendre toutes dispositions utiles pour l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-5, L. 5211-17, L. 5211-17-2 et L. 5214-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du Grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény complété par l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2013 lui attribuant le nom de « Communauté de communes du Bassin de Pont-à-Mousson » ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Bassin de Pont-à-Mousson modifiés par arrêté préfectoral du 22 avril 2025 ;

Vu l'exposé des motifs ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des voix :

- **APPROUVE** le transfert, par la commune, de la compétence « assainissement » à la Communauté de communes du Bassin de Pont-à-Mousson, à compter du 1^{er} janvier 2027 ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à prendre toutes les dispositions relatives à l'exécution des présentes.

Le Maire,
Marlène CURINA-PRILLIEUX

